L'ajournement

sont: Boston 4, Cincinnati zéro, et M. Luis Tiant continue de mâcher le même morceau de tabac.

J'espère que les anciens combattants de la Nouvelle-Écosse et moi-même finirons par savoir où en est le projet de reconstruction du complexe des anciens combattants de Camp Hill. C'est ce qui m'a poussé à poser une question au ministre des Affaires des anciens combattants (M. MacDonald) l'autre jour, c'est ce qui m'amène ici ce soir: que fera-t-on de cet immeuble, si jamais on en fait quelque chose.

● (2200)

Le ministre des Affaires des anciens combattants (M. MacDonald) a déclaré, dans un discours prononcé au cours d'une réunion de la Légion royale du Canada tenue à Halifax le 18 mai 1975, que:

Le ministère des Affaires des anciens combattants compte actuellement au Canada environ deux millions de clients éventuels—anciens combattants et leurs personnes à charge.

La responsabilité du ministère envers ces personnes, loin de décroître, n'a probablement pas encore atteint son sommet. Comme la moyenne des anciens combattants de la deuxième guerre mondiale n'a pas encore atteint l'âge de la retraite, le nombre des clients du ministère s'accroît et continuera de le faire pendant au moins une courte période avant de commencer à décroître.

Quelques instants plus tard, au cours du même discours, le ministre a déclaré: «Le ministère compte 17,000 clients de ce genre en Nouvelle-Écosse».

Il est à remarquer que Halifax est le centre de la Nouvelle-Écosse, et même de la région atlantique, que son hôpital reçoit des patients de plusieurs parties de la province; je crois donc que le sort de ce vieil hôpital, construit pendant la Seconde Guerre mondiale ou immédiatement après—et des annexes en bois—est un problème qu'il convient de poser ce soir.

Le 22 octobre, l'année dernière, j'ai fait partie du comité permanent des affaires des anciens combattants et j'ai demandé des explications au sujet de Camp Hill et une des réponses que m'a données, à cette occasion, le docteur A. F. Jones, directeur général des services de traitement du ministère des Affaires des anciens combattants se trouve dans les délibérations de ce comité, fascicule n° 2:

Le délai prévu pour la planification est d'un an à partir de septembre et on espère que les résultats de l'appel des soumissions sera reconnu à ce moment-là. Voilà le délai au moment de la déclaration.

J'ai dit: «Un an à partir de septembre dernier», et le Dr Jones a répondu: «C'est exact».

Septembre est passé, et l'on attend toujours les appels de soumissions. Je crois savoir que cela pourrait être dû à des négociations avec le gouvernement provincial qui porteraient sur un élargissement de la vocation de l'hôpital, qui ne s'en tiendrait plus aux simples traitements curatifs des anciens combattants, mais offrirait d'autres formes de soins hospitaliers. C'est peut-être là le problème, peut-être y a-t-il d'autres raisons. J'espère que nous le découvrirons.

Le sous-ministre adjoint du ministère des Affaires des anciens combattants, M. W. B. Brittain, d'Ottawa, aurait déclaré selon la *Chronicle-Herald* de samedi dernier que «les restrictions financières» c'est-à-dire le programme qui fait actuellement l'objet de nos débats—«n'avaient rien à voir avec la question jusqu'à présent». M^{me} Barbara Hinds précise dans le même article que les Forces armées ont déclaré qu'elles se retireraient; c'est-à-dire qu'elles ne veulent pas participer à la réalisation de ce complexe. Mais cela, je le savais, et je suis certain que bien d'autres personnes le savaient il y a au moins un an. Par conséquent, la décision des forces armées ne saurait être le motif du retard des projets concernant Camp Hill.

[M. McCleave.]

Il est vraisemblable que l'on consulte la province. Je ne sais pas pourquoi elle ne se décide pas à dire si elle s'intéresserait à l'avenir à long terme de l'hôpital, mais le ministre de la Santé de la province, M. William MacEachern, fort connu et estimé à une époque par les journalistes de notre tribune de presse, a déclaré:

Le MAAC a toujours déclaré qu'il maintiendrait ce projet, que la province y participe ou non.

Toujours selon l'article de M^{me} Hinds, il aurait déclaré: «L'attitude d'Ottawa demeure indéfinie». Je cite enfin le doyen de la faculté de médecine de l'université Dalhousie, le docteur Lloyd B. MacPherson:

Le nombre de lits par habitant de la région métropolitaine est de loin inférieur à ce qu'il est partout ailleurs en Nouvelle-Écosse...

Et n'oubliez pas qu'on nous envoie de nombreux patients de toute la province.

Bref, étant donné que le retard de la construction de cet hôpital ne semble se justifier par aucun programme d'austérité, il doit y avoir d'autres raisons, mais je veux bien être damné si je les connais. J'espère que dans sa réponse, le secrétaire parlementaire pourra me donner ainsi qu'aux habitants de la Nouvelle-Écosse l'assurance que la construction de cet hôpital va commencer très bientôt.

M. S. Victor Railton (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, le député de Halifax-East Hants (M. McCleave) a retracé de façon tout à fait exhaustive l'histoire de la question et les négociations auxquelles elle a donné lieu. Il y a longtemps que sont prévues la reconstruction et la modernisation de l'hôpital de Camp Hill et les négociations à entreprendre avec l'Université Dalhousie. Étant donné mon peu d'expérience des méthodes propres aux Affaires des anciens combattants, je m'abstiendrai de faire des déclarations sans d'abord consulter le ministre. J'espère donc que le texte que j'ai en main donnera au député les renseignements qu'il désire. Dans la négative, je prendrai note de ses propos et je consulterai le ministre.

C'est avec plaisir que je réponds au nom du ministre des Affaires des anciens combattants (M. MacDonald) à la question du député de Halifax-East Hants concernant le projet de complexe hospitalier de Camp Hill, à Halifax.

Le ministère procède à des études préparatoires de la façon habituelle, assisté des conseils choisis il y a quelques mois et des responsables de l'Université Dalhousie. D'ici un mois, le ministre espère être en mesure de présenter un avant-projet de la partie de traitement actif de cet hôpital. Cela, je pense, est assez clair.

Suivant la proposition que nous avons présentée, nous offrons d'étudier une unité de traitement de 400 lits, à la condition que le gouvernement de Nouvelle-Écosse accepte de prendre en charge un jour l'hôpital de Camp Hill et notre personnel actuel, au profit de la population locale, un nombre suffisant de lits devant toutefois être réservé en priorité aux anciens combattants. Le ministre des Affaires des anciens combattants s'entretenait aujourd'hui avec le ministre provincial de la Santé de la Nouvelle-Écosse et je puis vous dire que la discussion de cette affaire suit son cours.

Si le député a d'autres questions à poser, je serais heureux de les soumettre au ministre.

M. McCleave: J'écrirai.